

Troisième édition

MANUEL DEVALDÈS

Bro An 90
325

La Chair à Canon

Dessin de H. Atalaya-Sastre



Nous ne sommes plus vos complices
Pour fournir la chair à canon.

Eugène POTTIER, *La Grève des Femmes*.

ÉDITION DU
MALTHUSIEN
51, RUE RAMUS
PARIS (XX^e)

1914

15 CENTIMES

AUX LECTEURS

L'étude de la question sexuelle, si importante au triple point de vue individuel, familial et social, s'impose à tous ceux qui veulent le bonheur humain.

Rarement une doctrine a été aussi décriée et, par conséquent, plus méconnue que celle de la prudence procréatrice.

Peu l'ont étudiée, tous en parlent, ne la connaissant que par les diffamations des pudibonds et des réactionnaires.

A tous ceux qui cherchent sincèrement la vérité, à tous ceux qui veulent **sayoir** pour **agir**, nous disons :

*Lisez et faites lire, abonnez-vous
et faites abonner vos amis à*

“ LE MALTHUSIEN ”

Revue Néo-Malthusienne et Eugéniste

Contre la pauvreté par la limitation des naissances

SÉLECTION ET RÉGÉNÉRATION DE L'ESPÈCE HUMAINE

Paraissant le 1^{er} de chaque mois

Principaux collaborateurs :

Edmond POTIER. — Albert LECOMTE. — D^r GOTTSCHALK.
— Manuel DEVALDÈS. — D^r Madeleine PELLETIER. —
Albert GROS. — H. ATALAYA-SASTRE. — MALTHUSALEM.
— COUSERAN. — DIOGÈNE. — H. MARTIN, etc., etc.

Abonnements :

France, 1 fr. 50 ; Union postale, 1 fr. 80

UN EXEMPLAIRE : 10 CENTIMES

ADMINISTRATION :

51, Rue Ramus, Paris - xx^e

MANUEL DEVALDÈS

La

Chair à Canon

TROISIÈME ÉDITION

1914

Prix : 15 centimes

ÉDITION DU MALTHUSIEN

51, Rue Ramus, 51

PARIS (XX^e)

DU MÊME AUTEUR

Hurles de Haine et d'Amour, poèmes (F. Clerget, éditeur, Paris). *Épuisé*.

L'Éducation et la Liberté (Bibliothèque de la *Critique*, Paris). *Épuisé*.

Malthusianismo y Neo-Malthusianismo, traduction José Prat (Bibliothèque de *Salud y Fuerza*, Barcelone). — 10 centimos.

Han Ryner (Bibliothèque de la *Revue des Lettres et des Arts*, Nice). *Épuisé*.

Honoré de Balzac (H. Fabre, éditeur, Paris). — 30 centimes.

Réflexions sur l'Individualisme (Bibliothèque du *Libertaire*, Paris). — 1 franc.

La Chair à Canon

• • •

En 1904, au Congrès national corporatif de Bourges, organisé par la Confédération générale du Travail, le délégué de la Bourse du Travail de Saint-Denis et de la Fédération syndicale des mineurs du Pas-de-Calais préconisait la « grève des ventres » comme instrument d'amélioration immédiate du sort des prolétaires et comme moyen révolutionnaire permanent en vue de leur émancipation intégrale. Et il terminait en disant: « Vous verrez, camarades, l'affolement des castes militaire et capitaliste devant l'abaissement du taux de la natalité ! »

Le moment de l'affolement est venu, au moins pour les bourgeois les plus clairvoyants, les plus soucieux de leurs intérêts de classe. Sans distinction de nuance politique, de la droite à la gauche, c'est parmi les quotidiens, porte-parole du Capital, un concert de lamentations: « La Patrie est en danger! », ce qu'on peut traduire par: « Nos profits de capitalistes sont compromis! »

Et pour l'amour de Dieu — c'est-à-dire de La Patrie — ils disent aux prolétaires: « Faites-nous des enfants pour que nous ayons des soldats. »

Int. Instituut
Sec. Geschiedenis
Meizersgracht 264
Amsterdam-C.

Les projets les plus saugrenus et les plus répugnants sont préconisés pour combattre le « fléau » d'une prétendue « dépopulation ». Une première Commission extra-parlementaire de la dépopulation ayant avorté, ce qui est d'une suave ironie, une deuxième commission a été convoquée par le gouvernement à l'effet de rechercher les mesures les plus efficaces à déterminer les individus de la collectivité française à se multiplier comme lapins. Naturellement, cette assemblée est exclusivement formée de bourgeois, les prolétaires n'ayant pas voix au chapitre, et uniquement composée d'hommes, la femme étant considérée comme une pondeuse à qui le mâle, selon son bon plaisir, fait ou ne fait pas d'enfants, mais qu'il doit cependant engrosser au moins quatre fois avec succès final s'il veut mériter la qualification de bon citoyen. Plus heureuse que la précédente, cette commission accouchera peut-être... d'une souris. Peu importe. Ce qu'il faut retenir, c'est son caractère d'institution coercitive à l'usage d'une classe et d'un sexe.

Constatons, en passant, que les bourgeois, depuis les bons apôtres qui militent en faveur de la « repopulation » jusqu'au plus obscur des capitalistes et suivant l'hypocrisie constante qui est encore un de leurs privilèges, n'agissent nullement selon la formule du patriotisme qu'ils prônent, puisque, quand toutefois ils se reproduisent, ils limitent systématiquement les naissances dans leur famille: l'homme dans son désir de conservation et d'intensification de ses facultés de lutte et de jouissance; la femme, pour profiter aussi plus amplement de la vie et pour éviter les douleurs de la procréation.

Bien que ce soit un fait connu, on n'en publiera jamais trop les preuves.

Voici, à ce sujet, une statistique significative, établie par le camarade Ernest Cordonnier, pour l'année 1901, d'après le *Bulletin hebdomadaire de la statis-*

tique municipale de la ville de Paris, pour trois arrondissements riches et trois pauvres:

	7 ^e	8 ^e	16 ^e	11 ^e	19 ^e	20 ^e
Enfants vivants.....	4.468	4.230	4.795	5.636	3.779	4.471
Enfants mort-nés.....	65	56	101	413	258	305
Total des naissances..	4.533	4.286	4.896	6.049	4.037	4.776
Chiffre de la population	98 500	102.625	117.087	233.699	143.187	163.601
Nombre des naissances pour 10.000 couples..	311	250	323	517	564	584
	Arrondissements bourgeois			Arrondissements prolétaires		

« On juge ainsi facilement, ajoutait le camarade Cordonnier, que la natalité la plus faible est celle du 8^e arrondissement, 250, et que la plus élevée est celle du 20^e, 584, ce qui mène à cette conclusion vraiment frappante que lorsque 100 bourgeois sont mis au jour dans le 8^e, il naît 233 miséreux dans le 20^e (1). »

Cette statistique est corroborée par celle que produit un antimalthusien notoire, M. Charles Richet, professeur à la Faculté de médecine de Paris, dans une étude sur *L'Accroissement de la population française* (2). M. Richet classait ainsi la natalité, par quartiers, à Paris, pour 1.000 habitants:

Six quartiers à natalité maximum (Quartiers pauvres)		Six quartiers à natalité minimum (Quartiers riches)	
Père-Lachaise.....	39,1	St-Thomas-d'Aquin .	14,4
Pont-de-Flandre....	36,7	Chaussée-d'Antin ...	14,4
Gare d'Orléans.....	35,3	Place Vendôme.....	14,0
Javel	32,7	Invalides.....	13,7
Maison-Blanche ...	32,7	Madeleine.....	12,9
La Chapelle.....	32,7	Porte-Dauphine ...	10,3

Moyenne pour 1.000 habitants

Quartiers (riches) à natalité minimum	13,3
Quartiers (pauvres) à natalité maximum.....	34,9

(1) *Régénération*, août 1905.

(2) *Revue scientifique*, 25 avril 1891. La statistique a été reproduite par *Régénération*, novembre 1905.

Voici encore une statistique relative à la natalité parisienne, publiée par M. Clémentel, dans son Rapport sur le budget de la guerre pour 1911, établi au nom de la Commission de la Chambre des députés (1):

Pour 1.000 femmes mariées de 15 à 50 ans, on compte :

108	naissances dans les quartiers très pauvres.
99	— — — — — pauvres.
72	— — — — — aisés.
65	— — — — — très aisés.
53	— — — — — riches.
34	— — — — — très riches.

Un document particulièrement suggestif, c'est l'Enquête sur les classes dirigeantes et la repopulation conduite par l'*Intransigeant* (2). La moyenne donnait 1 1/4 enfant par couple bourgeois. Comme l'enseignement résultant de cette enquête, d'ailleurs entreprise avec un esprit antimalthusien, était trop clair et trop subversif, on intervint et elle cessa brusquement.

— Le clavier pour les prolétaires, certes, mais nous, bourgeois, gardons-nous de cette horreur!

Les bourgeois ont raison de limiter les naissances chez eux, puisqu'ils en éprouvent du bien-être. Ils ont encore raison de vouloir le *lapinisme* chez leurs sujets, puisqu'il leur faut beaucoup d'esclaves. Mais, comme en toutes autres circonstances de la vie, ceux-ci ont tort de suivre les jésuitiques préceptes de leurs maîtres, — leurs ennemis, si l'on en croit le fabuliste.

* * *

Donc, le taux de la natalité s'abaisse en France, — comme d'ailleurs dans la plupart des vieux pays d'Eu-

(1) D'après le *Temps*, 3 février 1911.

(2) *L'Intransigeant*, 2, 3, 5, 10, 15, 19 et 28 août 1908.

rope, notamment en Allemagne. Jusqu'à 1906 inclus, il n'y avait que tendance à ce qu'on qualifie habituellement de « dépopulation » et qui ne saurait être pendant longtemps encore qu'une *désurpopulation*. L'année 1907 inaugura la désurpopulation réelle: suivant les statistiques officielles, les naissances furent en déficit de 19,920 sur les décès. Après plusieurs années de légers excès de naissances, le déficit fut en 1911 de 34,869, — mouvement heureux, mais qui ne suffit pas à nous satisfaire, d'autant moins que 1912 apporta un accroissement de population de 57,911 individus, dû, il est vrai, moins à l'augmentation du nombre des naissances qu'à la diminution importante de celui des décès, puisque les naissances de 1912 ne furent supérieures que de 8,537 à celles de 1911.

Etant donné que les bourgeois s'alarment de cette fausse dépopulation, ils doivent, logiquement, nous parler de repopulation, ce qui, en réalité, aboutirait à l'aggravation de la surpopulation actuellement existante. C'est ce qu'ils font, mais on voit combien peu cela leur réussit!

Un seul argument est invoqué par eux à l'appui de leur thèse. Il est d'ordre patriotique: au jour d'une grande boucherie internationale, les capitalistes français n'auraient pas suffisamment de chair à canon à leur disposition pour servir de rempart à leur propriété. Et ce jour-là, on le sait, il en faudra énormément.

En 1903, le sénateur Piot écrivait à M. Combes, président du Conseil des ministres, pour lui faire observer que le contingent appelé sous les drapeaux en novembre de cette même année était en déficit de 34,000 hommes sur l'année précédente. Il disait: « D'un seul coup, l'armée de la République perd trois divisions: déficit d'autant plus regrettable au point de vue de la sécurité nationale que les chiffres du contingent de l'armée alle-

mande accusent, au contraire, une augmentation de 15.000 hommes sur le contingent précédent... Le péril presse!... Les pouvoirs publics ont charge de la grandeur de la République. C'est à eux qu'il appartient de montrer que le vrai patriotisme consiste à prévoir résolument le jour où notre armée, par suite de la crise de dépopulation que je ne cesse de signaler et dont il faut à tout prix enrayer le progrès, ne contiendrait plus le nombre de soldats nécessaire à la défense nationale.»

Nous citons cette lettre, qui jadis fit le tour de la presse française, parce qu'elle est caractéristique de l'esprit qui anime les gouvernants en matière de population. Mais qu'on lise dans les feuilles publiques les doléances des petits et des grands souteneurs de la bourgeoisie; du plus blanc des monarchistes au plus rouge des républicains, ils avouent sans vergogne que leurs craintes se bornent à cet objet: la chair à canon.

D'où vient donc cet accord d'hommes qui semblent être des ennemis en politique? C'est que la politique n'est que l'art de *cuisiner les poires*. On se dispute quant à la manière de les accommoder. Sera-ce à la sauce royaliste, bonapartiste, progressiste, radicale-socialiste? Mais en ce qui touche la nécessité de les manger, la discussion cesse. Tous sont du même avis: on les mangera.

Sur les questions vitales, on est rapidement d'accord, pourvu qu'on ait des intérêts communs, qu'on sache les discerner et les administrer. Les bourgeois ont tous, qu'ils se coiffent d'une calotte blanche, noire ou rouge, un intérêt commun qu'ils connaissent et font valoir: ils ont intérêt à faire défendre leur patrie contre les capitalistes d'une autre patrie.

Car les bourgeois, les capitalistes ont une patrie, et seuls ils en ont une: un prolétaire patriote est un crétin,

puisqu'il n'a pas de patrie, lui, à moins que ce ne soit dans le Valais...

Une patrie, c'est un syndicat de capitalistes.

*
* *

Le rapport existant entre la population et la guerre ne peut-être utilement et franchement traité que si l'on se place sur le terrain de la lutte de classes. Car la société actuelle apparaît bien divisée en deux classes, dont les intérêts sont profondément antagoniques: les maîtres et les esclaves, les riches et les pauvres, les bourgeois et les prolétaires, les capitalistes parasites et les ouvriers, manuels ou intellectuels, créateurs de richesse.

Il se peut qu'un grand nombre d'individus de la seconde classe ne se rendent pas un compte exact de leurs propres intérêts: ils n'en existent pas moins, identiques à ceux de la classe prolétarienne tout entière, avec lesquels ils se confondent.

Là est la tâche ardue: faire comprendre au prolétaire, dont la mentalité est saturée de religiosité, qu'il se doit d'agir dans son intérêt personnel, comme le fait son maître. Cela paraît simple et l'observateur, non pas tout à fait superficiel, mais qui cependant ne va pas jusqu'au fond des choses, objectera qu'aucun individu, dans la nature, n'agit autrement que selon des mobiles intéressés. Certes, en principe; mais la conception religieuse de la vie que le prêtre inculque au prolétaire l'empêche le plus souvent de distinguer son intérêt véritable et le fait se sacrifier à un intérêt contraire au sien, qu'il devient nécessaire de lui faire connaître.

— Quoi, dira encore notre contradicteur, l'individu, dans le prolétariat, est assez stupide pour ne pas con-

naître son intérêt? C'est vous, l'autre, qui allez le lui enseigner?

— Soyez-en persuadé, il est en général assez stupide pour ne pas voir où se trouve son intérêt. Et nous qui l'avons pu définir, nous ferons peut-être saisir à cet ignorant qu'il existe pour lui des *intérêts fictifs* et des *intérêts réels*. Par exemple, pour un prolétaire, lequel n'a pas de patrie, l'accomplissement des prétendus devoirs que lui enseignent les prêtres de la religion patriotique est le résultat de la croyance fautive à la réalité d'un intérêt qui n'est que fictif.

L'idée de solidarité nationale, devant unir en temps de paix et de guerre tous les individus contenus dans certaines limites dénommées frontières et fixées par les dirigeants des diverses patries, — cette idée est un mensonge pour les prolétaires, parce qu'ils n'ont aucun intérêt réel à l'intégrité nationale, à laquelle les bourgeois, eux, sont intéressés, et parce qu'aucune solidarité ne les relie à ceux-ci, car il ne peut exister de solidarité qu'entre individus ayant des intérêts communs.

L'individu, l'homme, est la seule réalité existante, par rapport à ces entités qu'un raisonnement encore imbu de métaphysique lui oppose: Société, Etat, Patrie, etc.

La société, ce n'est qu'une abstraction exprimant le fait d'association des individus. Or, quand les maîtres en éprouvent le besoin, ils invoquent, pour justifier leurs actes égoïstes, l'intérêt de La Société (1), au salut de laquelle ils veillent, — d'autant plus jalousement que La Société c'est eux, les esclaves étant leur chose, grâce à la propriété du capital qu'ils détiennent, par le seul fait de leur force, — force faite de l'ignorance et de la religiosité desdits esclaves.

(1) Nous exprimons ici, par la capitale à l'article et au substantif, la *saineté* des idées, selon l'esprit des religions mystiques ou positives.

Considérant *leur* société par rapport aux autres sociétés qui se partagent la Terre et qui sont constituées suivant des statuts autoritaires légèrement différents dans la forme, mais identiques dans leur objet: l'exploitation des esclaves par les maîtres, — les capitalistes la dénomment « patrie ».

Pour des raisons d'ordre purement économique, des différends, des querelles naissent entre les bergers de ces divers troupeaux, entre les capitalistes de ces diverses patries, querelles que les esclaves s'empressent bêtement d'épouser. Ces différends se vident à coups de canon. Pour supporter le choc et y répondre, il faut de la chair à canon, et les syndicats de capitalistes pensent, très justement, que le syndicat qui a le plus de chances de triompher de l'autre est celui qui a le plus de force de résistance, le plus de chair humaine à sacrifier à la mitraille.

Ils demandent, en conséquence, aux prolétaires de faire des enfants, des hommes, pour la « défense nationale », plus exactement pour la guerre, car (encore que cela nous indiffère) on sait que jamais aucune des nations belligérantes n'a attaqué l'autre et que chacune ne fait que se défendre...

Recherchons donc, pour l'édification des futures victimes, des victimes préalables même, les causes réelles des guerres.

*
* *

Ah! c'est toujours pour de « nobles » causes que les « braves » vont mourir!

Les maîtres qui déclarent les guerres peuvent les masquer d'un prétexte idéaliste: elles ont en réalité — on peut dire: toujours — une cause ou un motif d'ordre économique, ce qui n'empêchera point les esprits super-

ficiels d'y voir chaque fois une raison d'honneur, un but d'idéal.

Les dirigeants n'auront jamais la naïveté d'avouer qu'en cela, comme en tous leurs actes, ils obéissent à un mobile égoïste et poursuivent un but économique. Ils ont trop hypocritement déprécié — pour les autres — les préoccupations égoïstes et matérielles, qui sont leurs, pour ainsi procéder. Ils exploiteront le sentiment religieux qu'ils entretiennent dans l'esprit de leurs sujets; suivant le temps et le lieu, la guerre sera faite pour Dieu, — celui du pays, — pour La Patrie, pour La Civilisation, pour Le Progrès, pour L'Humanité...

Il est temps de voir cela d'un œil plus réaliste.

« Un homme », dit Frédéric Passy, « qui, pendant plus de trente ans, a rédigé les traités conclus par la France, d'Hauterive, chef de service au Ministère des affaires étrangères, a dit, et il a eu raison, que presque toutes les guerres, de quelque nom qu'on les appelât, n'étaient que des guerres de commerce, de conquête ou de déprédation » (1).

« On a fait la guerre de Tunisie », dit Urbain Gohier, « pour les porteurs de bons tunisiens, comme on avait fait la guerre du Tonkin pour les clients de Jules Ferry, la guerre du Dahomey pour trois commerçants de Marseille, et les expéditions de Guinée pour les clients du ministre Delcassé; pour la société Suberbie et Cie on fait la guerre de Madagascar » (2).

Là, les intérêts privés apparaissent clairement — après coup — mais, lorsqu'on entreprit la conquête de ces territoires, c'était pour faire prévaloir un idéal, n'en doutez pas! J'étais bien jeune lorsqu'eut lieu l'expédition du Dahomey, mais je me souviens fort bien qu'un dessein humanitaire y présidait! D'ailleurs, l'argument

(1) FRÉDÉRIC PASSY, *Les Causes économiques des guerres.*

(2) URBAIN GOHIER, *Sur la Guerre.*

patriotique peut être invoqué parallèlement à une raison de « justice ». Les gouvernants proclameront volontiers qu'ils engagent telle guerre pour faire respecter la nation dans la personne d'un « compatriote » dont les droits ont été violés. Et l'on mobilise ainsi la chair à canon pour faire « rendre justice » à quelque fripouille capitaliste dont les excès ont amené la légitime rébellion d'une population: c'est le prétexte désiré à la mainmise par la force armée sur une contrée que l'on convoitait.

La guerre turco-balkanique, avec ses à-côtés, comme l'assistance calculée de telle nation par telle autre, a-t-elle été autre chose que le dénouement violent d'un imbroglio d'intérêts économiques? Cependant, le prétexte d'idéal n'y a pas fait défaut. Elle fut bientôt oubliée, la raison invoquée par les alliés de « venir en aide à nos frères slaves », de « délivrer nos frères chrétiens du joug musulman »: miroir aux alouettes, illusion pour la plèbe! En définitive, les Etats alliés des Balkans se sont annexé la presque totalité de la Turquie d'Europe.

Jamais peut-être mieux qu'à l'occasion du conflit austro-serbe, qui fut la conséquence de la guerre turco-balkanique, le motif réel de toute guerre n'est apparu: en l'espèce, nécessité pour les exportations serbes d'un port sur l'Adriatique et d'un chemin de fer Danube-Adriatique, afin, pour la Serbie, de s'affranchir de sa dépendance économique vis-à-vis de l'Autriche-Hongrie, — port qui ne lui est, du reste, pas encore assuré, non plus que le chemin de fer, dont l'établissement a toujours été éludé par la Turquie, en ce qui la concernait, de connivence avec l'Autriche-Hongrie.

Cependant, à la faveur de la guerre, la Serbie s'est emparée d'une tranche du territoire ottoman que sillonnent les Chemins de fer Orientaux et ainsi elle possède, par Salonique, un débouché sur la mer Egée. Mais ce fait a simplement déplacé les termes du conflit austro-serbe, qui demeure entier. La Serbie échappe presque

totale­ment à la dépendance où la tenait sa voisine; par contre, l'Autriche-Hongrie risque de se voir soumise à la tutelle de la Serbie, maîtresse d'une partie du trafic austro-hongrois, par les tarifs de transport qu'elle peut imposer à ses chemins de fer. Prévoyant cela, le gouvernement austro-hongrois s'était préalablement assuré la majorité des actions des Chemins Orientaux. Le germe de guerre est là, entre les deux Etats, dont la rivalité est indubitablement de nature économique.

Il peut sembler qu'aux résultats poursuivis par la Serbie le moindre des prolétaires serbes soit intéressé; mais alors les prolétaires austro-hongrois seraient, par contre, intéressés à ce que ces résultats ne soient pas. Et *vice versa*. En vérité, quoi qu'il arrive, quelque bénéfice qui, du fait d'une guerre, échoie à une nation, — par l'effet de la surpopulation et le jeu des institutions sociales, le prolétaire reste prolétaire. Car derrière ces entreprises, ces conflits, ces guerres à l'apparence nationale, veillent les grands intérêts capitalistes, les intérêts des gouvernants-possédants nationaux­ment syndiqués, qui, eux, y trouveront satisfaction, parce qu'ils sont, les plus forts, — artificiellement.

Et voilà la nature des « raisons » pour lesquelles, imbécilement, patriotiquement, les prolétaires de chacun des pays des Balkans, y compris la Turquie, ont consenti à s'entre-tuer et pour quoi les survivants consentiront à faire naître encore de la chair à canon!

* * *

La guerre économique, — voilà presque un pléon­asme, — la guerre peut se présenter sous deux aspects: elle a lieu, ou entre nations dites civilisées, et peuples dits inférieurs, ou simplement entre nations dites civilisées,

Le second cas est souvent la conséquence du premier. Le différend naît généralement du désir de conquête

coloniale qui anime deux ou plusieurs Etats convoitant un même sol.

Exemple d'hier: la menace de guerre franco-allemande à propos du Maroc. Le différend s'est d'ailleurs résolu comme s'il y avait eu guerre: le gouvernement allemand a consenti à l'invasion du territoire marocain par les Français, mais il a exigé en échange le don d'une partie du Congo. Les gouvernants français, craignant la défaite et l'insurrection, se sont empressés d'accorder à leurs concurrents ce qu'ils voulaient. La faiblesse numérique d'une population par rapport à une autre et l'esprit révolutionnaire de cette population sont souvent pour ses dirigeants le commencement de la sagesse.

Exemple d'hier encore: la guerre entre l'Italie et la Turquie se disputant la possession de la Tripolitaine.

Si, maintenant, on se demande à qui et à quoi servent les conquêtes coloniales, on s'aperçoit vite qu'elles sont toujours faites à l'avantage de la classe dirigeante et possédante et qu'elles lui servent à des fins diverses.

On n'ignore pas que la surpopulation, c'est-à-dire l'excès de population relativement aux subsistances disponibles dans un pays, profite aux capitalistes de ce pays en ce qu'elle leur procure de la main-d'œuvre à bas prix: la chair à travail, — entre autres choses, dont la moindre n'est pas la chair à canon. Mais encore faut-il que cette surpopulation ne dépasse pas une limite décente: par leurs colonies, les capitalistes, en ce cas, procurent un exutoire à une partie de l'excédent de population.

Toutefois, la possession de colonies aux fins d'émigration, et aussi dans le dessein d'y puiser un jour des subsistances, n'est pas l'unique moyen de corriger les effets d'une surpopulation exagérée. L'expansion industrielle et commerciale en est une autre, mais qui entraîne des maux identiques à ceux occasionnés par le colonialisme, en multipliant les chances de conflits internatio-

naux. Au surplus, ce moyen, mis en œuvre, nécessite, lui aussi, à un certain moment, l'existence de colonies, non plus alors seulement pour servir de réceptacles à la population en excès et de grenier d'abondance, mais pour en tirer les matières premières nécessaires à l'industrie et y écouler les produits de celle-ci.

Comment, en effet, parvient à vivre, — mal, d'ailleurs, — une population qui, ayant fait rendre à son sol le maximum de ce que comportent les possibilités agricoles, se trouve plus nombreuse que ne le permettent les produits de la terre? Il lui reste à intensifier la transformation des matières premières en objets manufacturés et le commerce de ces objets, opérations qui conduisent au prélèvement de profits, lesquels serviront à l'acquisition des subsistances manquantes. Et peut-il être débouchés plus favorables que ceux offerts par les colonies, dont, à l'aide de lois douanières, la métropole fait autant de marchés protégés?

Un pays qui se trouve à ce stade d'évolution et présente, par suite, le tableau complet des maux de la surpopulation, c'est l'Allemagne. Insuffisance des produits agricoles, misère extrême de la partie la plus pauvre du prolétariat (1); émigration intense, surproduction in-

(1) L'extrait suivant, reproduit par le *Journal* du 26 décembre 1910, d'une étude de M. E. Smith parue dans la *Contemporary Review* et relative à l'alimentation en Allemagne, montre de quoi se nourrissent les pauvres en ce pays de la surpopulation par excellence :

« Il y a, en Allemagne, des marchés où l'on ne vend de la viande qu'aux pauvres; on les appelle *Freibank*. Il y en a quatre à Berlin, mais toutes les villes n'en possèdent pas. Les indigents seuls y ont accès pour leurs achats, et la police, les inspecteurs d'hygiène veillent strictement à ce qu'aucun consommateur qui a des ressources ne se mêle parmi les clients. Des mesures sévères interdisent ces ingérences et les lois punissent ceux qui les commettent. La raison de ces restrictions, c'est que tout ce qui paraît sur ces marchés est mauvais. On n'y débite que des morceaux de bœuf, de veau, de mouton, de porc qui sont suspects et qui ne pourraient être offerts sans infection. Les viandes contaminées ne sont pas saisies pour être détruites, mais on permet, après avoir constaté que les germes morbides y pullulent, de les envoyer au laboratoire de stérilisation scientifique, après quoi on en autorise la vente aux pauvres. La *Freibank* est un marché

dustrielle, manque de matières premières, colonialisme, permanence du risque de guerre, rien n'y manque. Fort heureusement, le taux de la natalité commence à y décroître, moins rapidement qu'en France, mais sûrement néanmoins.

En attendant la désurpopulation, l'Allemagne, dont l'énorme excès de population menace de détruire le fameux « équilibre européen », est en lutte sourde avec l'Angleterre, parce que celle-ci possède un empire colonial immense et par là même entrave l'expansion allemande, — tandis que l'Angleterre, qui a précédé l'empire germanique dans la surpopulation et par suite dans le colonialisme et l'extrême industrialisation, considère avec dépit cette rivale qui lui ravit ses débouchés commerciaux non protégés avec d'autant plus de facilité qu'elle a la main-d'œuvre à bas prix, puisqu'elle a de la chair à travail à profusion. L'Allemagne se sent encore mise en péril par sa voisine la Russie, dont la surpopulation s'accroît rapidement et qui s'irrite de la concurrence commerciale que les Allemands viennent forcément lui opposer sur son sol même. Enfin, elle jalouse la France, dont la surpopulation moins intense que la sienne ne justifie pas à ses yeux la possession d'un ensemble de colonies plus important que le sien.

ouvert. Le pauvre qui le fréquente sait la viande qu'il y choisira, mais il achète à cause du bon marché, et la police laisse faire, encourage même ces pratiques. Dans les autres pays, tout animal abattu qui est détaillé et étalé par le boucher ou le marchand est soumis à inspection; s'il y a contamination, même minime, on en ordonne aussitôt l'enfouissement. En Allemagne, il n'en est pas ainsi; il y a trois catégories : la viande achetable par le public en général; la viande de moindre valeur, c'est-à-dire dont les conditions obligent à une réduction du prix primitif; et la viande conditionnellement utilisable, qui ne peut être vendue que stérilisée. Les *Freibank* servent à écouler cette dernière catégorie. A Munich, il y eut, cette année, une épidémie de scorbut. Elle provenait des mauvaises viandes de la *Freibank*. Elles avaient été déclarées invendables par l'inspection, mais on les avait plongées dans l'eau bouillante et vendues ensuite comme fraîches et saines aux pauvres. »

Prolétaires français, si le cœur vous en dit... repopulez : vous aurez aussi vos boucheries pour pauvres.

Mais votre misère fera La Patrie plus prospère!

En ce qui concerne la France, quel remède opposent au péril de la surpopulation germanique ses patriotes, capitalistes intéressés ou « poires » prolétariennes? — L'accroissement de la surpopulation française, les premiers en feignant de ne pas voir et les seconds sans apercevoir que si la guerre devait un jour résulter de la pression de la population allemande, un tel remède, pire que le mal, ne ferait que hâter la naissance d'un conflit et sa solution sanglante.

* * *

Mais ce n'est pas que commercialement que les capitalistes exploitent les colonies. Ils trouvent encore matière à voler dans la production indigène, soit sous forme d'appropriation pure et simple du sol et des produits, avec une organisation du travail pire que l'esclavage prétendument aboli, soit sous forme d'impôts, — impôts exorbitants qui engendrent la famine, comme dans ces malheureuses Indes anglaises, où, depuis la conquête, les paysans hindous mangent trois fois moins qu'avant, mais, par contre, fournissent une grande partie du coton et des céréales nécessaires à l'Angleterre.

Et là, nous pourrions puiser, si cela n'était déjà démontré par ailleurs, la preuve du manque de subsistances, autrement dit de la surpopulation, dans la nation colonisatrice. Cette preuve, nous la trouverions dans la nature des importations qu'on fait des produits coloniaux : ce sont, presque exclusivement, des produits agricoles, des denrées alimentaires. Sans doute on en tire aussi des matières premières pour l'industrie manufacturière non alimentaire, des métaux, des bois, de l'ivoire, du caoutchouc, etc., matières premières qui ne se trouvent pas toujours, ou du moins en quantité suffisante, dans la métropole et qu'il faut bien prendre dans les colonies. Mais ce qu'on y va chercher surtout, c'est du blé, du

seigle, du sarrasin, du maïs, du riz, du manioc, du café, de la canne à sucre, des huiles, des fruits, du bétail même. Et qu'y exporte-t-on, en échange? Des objets manufacturés nullement nécessaires aux indigènes, mais dont on a suscité le besoin chez eux.

Mais voici notre contradicteur objecter que l'on ne manque donc pas de subsistances, puisqu'on en trouve dans ces colonies. Nous le prions d'abord de ne pas confondre l'effet avec la cause : le colonialisme est l'effet dont la surpopulation ou manque de subsistances est la cause. Nous lui répondrons ensuite, s'il a l'idée, peu coutumière à sa mentalité, d'élargir la question jusqu'à la Terre entière, en faisant abstraction de sa division en Etats antagoniques, que nous n'avons jamais prétendu que la Terre fût surpeuplée relativement à sa plus haute puissance de production et qu'elle ne pût nourrir beaucoup plus d'habitants que le nombre actuel. Nous disons qu'en chaque pays de vieille civilisation le sol est surpeuplé relativement à ses produits, fait qui se traduit par des misères sans nombre, et qu'il en sera de même tant que l'on ne voudra pas établir par les mesures nécessaires l'harmonie entre les deux facteurs de la population : les naissances et les subsistances.

Ces subsistances manquantes et dont il constate cependant l'existence en dehors du pays où il vit, comment les obtient-on? Par la guerre coloniale continuelle et au prix de la guerre entre pays civilisés qui en est souvent la conséquence. Ne serait-il pas plus sage de limiter la population aux subsistances disponibles?

* * *

La guerre, c'est *les affaires*...

Beau sujet d'enthousiasme pour les imbéciles patriotiquement prolifiques, — si toutefois cet amusant « phénomène » existe : le prolétaire faisant, de propos délibéré,

des enfants à sa femme pour donner des soldats à « sa » patrie!...

Non, cela n'existe pas, évidemment. Cela dépasserait les limites du grotesque. Il n'y a chez les prolétaires, quant à leur prolificité, qu'ignorance et imprévoyance, sauf pour quelques méprisables brutes qui font sciemment de leur reproduction un métier lucratif. Nous ne sommes pas dans l'ancienne Rome, où, grâce à l'appât de primes que sans aucun doute, nos procréatomanes verraient avec plaisir établies ici, des brutes accouplées fabriquaient sciemment de la chair à canon. N'est-ce pas de Rome, au surplus, que nous vient l'idée du « prolétaire », citoyen qui ne peut être utile à l'Etat que par sa famille, — chair à canon avant la lettre?

Les guerres y étaient fréquentes. Les gouvernants avaient tellement besoin de soldats qu'ils avaient fondé l'institution des « enfants alimentaires », enfants mâles entretenus par les empereurs (Trajan en nourrissait jusqu'à 5.000) et par certaines cités, et destinés, une fois devenus adultes, à combler les vides que les guerres faisaient dans les armées.

Il est probable que, malgré le caractère ignoble de la chose, elle sembla très légitime aux Romains: la religion patriotique était là pour leur obscurcir le cerveau et leur faire trouver tout naturel le gavage en vue de la tuerie, de même qu'aujourd'hui il est admis par la plupart des prolétaires, abrutis par le même moyen, que les capitalistes peuvent les diriger vers la boucherie internationale s'ils en éprouvent le besoin.

Mais la prévoyance de nos bourgeois est en progrès sur celle des gouvernants romains: ils n'alimentent pas la chair à canon en puissance; ils se contentent de la faire naître et ils la prennent ensuite tout-venant, envoyant au profitable massacre ce qui a survécu à l'épreuve de

la misère causée par la surpopulation qu'ils ont voulue, préparée et entretenue.

Car c'est favoriser la meurtrière surpopulation qu'en taire les effets, faire le silence sur les moyens de l'éviter et traquer ces hommes supérieurement évolués que sont les néo-malthusiens, lorsqu'ils font leur propagande salvatrice. Que sur ce point on n'attende des bourgeois ni la lumière, ni la tolérance, dont les éloigne forcément leur intérêt de classe. En cela, comme en toute chose, l'émancipation des travailleurs sera leur œuvre propre. L'élite du prolétariat commence à le comprendre, nous l'avons vu au début de cette étude, mais la grande majorité des prolétaires ignorent encore la loi naturelle qui régit le peuplement de la Terre et de laquelle, par conséquent, dépend leur existence.

* * *

Suivant cette loi, formulée par Malthus en 1798, dans *l'Essai sur le principe de population*, la population, si aucun obstacle ne l'arrête, croît indéfiniment en progression géométrique (1, 2, 4, 8, 16, 32, 64, 128, 256), tandis que les subsistances ne croissent qu'en progression arithmétique (1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9).

Cette double formule de progression était surtout une image mathématique, destinée à faire saisir la disproportion existant toujours entre la multiplication des hommes et celle des subsistances. Cependant, si la progression arithmétique n'a pas un caractère absolu, puisqu'elle dépend en partie de l'industrie humaine, la progression géométrique, elle, est absolument vraie.

Depuis Malthus, la science a procuré aux hommes des moyens d'accroître plus rapidement, pendant un laps de temps limité, les subsistances; toutefois, après la poussée due à un progrès de la science agronomique, on revient à la progression ordinaire, voire à la stagnation,

quand ce n'est pas à la régression, en vertu de la loi de productivité diminuante à laquelle est soumis le sol cultivé.

Mais le principe de la loi biologique de population n'est en rien infirmé par ces faits. La loi de Malthus reste vraie, en ce sens que la population a une tendance constante à s'accroître au delà des moyens de subsistance.

Si une population donnée, sur un territoire limité, n'apporte aucune prévoyance dans sa procréation (et, collectivement, c'est ce qui s'est produit toujours et partout), le phénomène de surpopulation se réalise, c'est-à-dire que le déséquilibre s'établit entre la population et les subsistances. Car ce n'est pas la population qui commande aux subsistances, mais ce sont les subsistances qui déterminent la population. Il n'y a que Zola qui ait pu nous montrer le contraire... dans un roman: *Fécondité!*

Tout phénomène de population est donc relatif aux subsistances, — aux subsistances disponibles, bien entendu, les hommes ne se nourrissant ni d'idéal, ni d'hypothèses.

Peu importe que le système capitaliste, par maints défauts organiques qui, joints à tant d'autres, le condamnent, mette, par moments et par endroits, obstacle à une multiplication passagère plus rapide et plus grande des subsistances (par exemple, par le maintien des cultivateurs dans l'ignorance, leur privation de machines ou d'engrais chimiques, l'inculture de quelques terres réservées à un usage de luxe personnel); peu importe que, par le gaspillage, il empêche une partie de la population de participer pleinement aux subsistances existantes; peu importe que les capitalistes aient plus que le nécessaire: la production défectueuse et la mauvaise répartition, faits de la société, n'infirmen en rien la loi de population, fait de la nature.

Entendons-nous. Il ne s'agit nullement ici de justifier les capitalistes de leurs méfaits. La destruction de leur

société est un but à ne jamais perdre de vue; une besogne de première urgence. Mais la raison et l'expérience nous prouvent que, la société capitaliste fût-elle anéantie, la loi de population n'en continuerait pas moins d'agir avec une rigueur mathématique, à ce point que nulle société collectiviste, communiste ou constituée selon tout autre mode d'association égalitaire ne pourrait vivre sans en tenir compte. Dès qu'il y aurait dans la société surpopulation il y aurait malaise et, l'humanité ne formât-elle qu'un seul peuple, il y aurait guerre — guerre sociale — et finalement rétablissement de l'ancien ordre de choses. D'ailleurs cela est du futur et il nous faut rester dans le présent, qui seul nous touche. C'est avec un identique souci de l'actuel et du réel que nous raisonnons sur les seules subsistances *disponibles*.

Celles-ci représentent le potentiel vital. Or, lorsqu'il y a excès de population par rapport à la somme de vie possible, il arrive que la vie, n'étant pas ramenée dans la société, en *quantité*, au niveau voulu par les subsistances, y est ramenée en *qualité* dans chaque individu qui, du fait de la surpopulation, est privé d'une part de nécessaire, quand toutefois il n'est pas éliminé par la mort.

Alors, pour les prolétaires, le fait de la mauvaise répartition vient s'ajouter à celui de la surpopulation. Et nous disons: Qui, dans ce cas, est privé du nécessaire? Ce n'est pas le capitaliste, puisqu'il tient sa part — et, en grande partie, celle des autres. C'est le seul prolétaire, qui doit attendre de son maître, le bourgeois oisif et cependant propriétaire des instruments de production et des produits, le maigre salaire que celui-ci veut bien lui donner en échange de son travail, — salaire que la surpopulation, par la concurrence des chômeurs, réduit au taux le plus bas possible.

L'équilibre s'impose donc, au détriment de la qualité de vie, chez les seuls prolétaires, douloureusement, par la

famine, par la misère, par la prostitution, par la maladie.

Qu'est-ce, par exemple, que la tuberculose, justement dénommée par les médecins qui répandent autre chose que des vérités officielles: le *mal de misère*, sinon l'état de dégénérescence physique engendré par les privations et le surmenage, dus au manque de subsistances, — à la surpopulation?

Niceforo n'a-t-il pas prouvé expérimentalement qu'il se constitue, par la privation du nécessaire vital répétée des ascendants aux descendants dans une certaine partie de l'humanité, cette monstruosité: une *race des pauvres*?

S'établissant chez les prolétaires par la mauvaise qualité de vie, l'équilibre s'y instaure par la brièveté d'existence.

La statistique suivante (1), dressée par le docteur Jacques Bertillon, non suspecte venant de ce repopulateur de marque, est significative. (Et cependant elle n'a rien dit à son auteur, qui continue d'être un féroce anti-malthusien.)

Sur 1.000 personnes nées à la même date, restent vivantes, en France, selon les classes :

	Sur 1.000 riches	Sur 1.000 pauvres
Après 5 ans.....	943	665
— 10 ans.....	938	586
— 20 ans.....	866	486
— 30 ans.....	796	408
— 40 ans.....	695	396
— 50 ans.....	557	283
— 60 ans.....	398	172
— 70 ans.....	235	65
— 80 ans.....	37	9

* * *

Et c'est au nom de La Patrie, cette idole dont les pieds baignent dans la Boue et le sang, ce « fantôme », comme

(1) D'après *Régénération*, juillet 1904.

dit Stirner, cette « nuée », pour employer l'épithète dont les nationalistes qualifient les abstractions qui ne répondent à rien de réel, mais qu'ils oublient d'appliquer à celle qu'ils exploitent, — c'est au nom de La Patrie qu'on vient demander aux prolétaires, non seulement d'entretenir leur misère, mais de l'aggraver encore!

Ils n'ont, nous l'avons vu, aucun intérêt à se comporter en patriotes, non plus qu'en proliférateurs. Ils ont, au contraire, tout avantage à faire preuve d'antipatriotisme et d'infécondité. Le seul argument des bourgeois, la préparation à la guerre, doit donc les trouver indifférents, — mieux: hostiles. Qu'ils y songent: moins la population d'un pays est dense et moins elle est patriote, plus elle a de chances d'échapper aux maux de la guerre.

La guerre est, d'abord, ignoble. Et cela suffirait à la condamner. Mais elle pourrait être inéluctable; or elle n'est pas telle par essence, c'est la stupidité des hommes qui l'engendre.

Ensuite, elle est faite au profit de la bourgeoisie capitaliste. Qu'y trouvent, par contre, les prolétaires, qui fournissent, en somme, la chair à canon? La servitude militaire, les charges de la paix armée et celles de la guerre, les infirmités, la mort.

Il est vrai que d'aucuns, parmi les survivants et les inaptes au combat (ceux-ci, souvent, farouches patriotes), y puisent la satisfaction du vœu contenu dans cette odieuse pensée populaire, parfois formulée, quand tous souffrent d'une surpopulation poussée à son extrême limite: « Il y a trop de monde, il faudrait une *bonne* guerre pour faire de la place! » Aux prolétaires de décider s'ils préféreraient trouver un mieux-être dans l'assassinat organisé — dont, au surplus, chacun d'eux peut être victime — ou si, toute considération de moralité même écartée, il ne serait pas plus intelligent d'apporter quelque prévoyance dans leur activité sexuelle et de faire qu'une

« bonne » guerre ne soit pas nécessaire pour que tous aient place au banquet de la vie.

Car ce désir est exclusivement déterminé par l'encombrement du marché du travail, circonstance dans laquelle la classe ouvrière se rend compte le plus vivement de la surpopulation. Ainsi, par leur imprévoyance procréatrice, les prolétaires créent la surpopulation, et la surpopulation qu'ils ont créée, paroxysant la concurrence, fait faire à certains d'entre eux ce monstrueux souhait d'une guerre qui rende la vie moins dure aux survivants, — souhait qui ne tardera pas à recevoir une sanction, car, en ce cas, le déterminisme naturel et social engendrera la guerre.

La guerre se produira parce qu'il faut des colonies pour caser le trop-plein humain de la nation surpeuplée, et pour placer le surproduit de l'industrie nationale en même temps que se procurer les subsistances et les matières premières manquant dans la métropole. Elle se produira parce qu'il faudra tirer de l'exploitation des peuples faibles les moyens financiers nécessaires à ce que la partie misérable de la nation plus forte ait l'illusion d'une assistance pécuniaire gouvernementale. Elle se produira parce que, quand le prolétariat, acculé à la mort, est sur le point de se soulever, — bien inutilement, alors, car la surpopulation a aussi créé dans sa propre classe les ennemis de sa libération : « jaunes », policiers, gardeschourme, militaires professionnels, etc., qui noieront sa révolte dans le sang, — la guerre est dans l'air, comme on dit, et les dirigeants, après avoir, comme il convient, chauffé à blanc le patriotisme des masses, la font, pour éviter que l'État, ou leur parti qui l'a accaparé, ne disparaisse : les bergers mènent alors le troupeau à l'abattoir...

Pour les capitalistes, cela encore, c'est faire *des affaires* : ils achètent ainsi la sécurité pour une longue période d'années, comme, moyennant finance, ils achète-

raient des matières premières ou de la publicité. Et ils savent bien que, grâce à la prolifération des brutes, ils retrouveront un jour à profusion leur bétail humain, car, comme disait, il y a un siècle, un assassin de qualité, « une nuit de Paris réparera tout cela ».

Quant aux ruines, si l'aventure a mal tourné, ce sera encore le prolétariat qui les relèvera. N'est-il pas, en définitive, contraint à payer, en toute circonstance, les pots cassés? Et pourquoi? Uniquement parce qu'il est *prolétariat*, c'est-à-dire *classe de faiseurs d'enfants*.

Le jour où il cesserait de se multiplier inconsidérément, le prolétaire, devenu plus fort et plus digne de la liberté, aurait vite fait de se dresser devant le bourgeois et de lui dire, même individuellement, en termes explicites ou implicites, peu importe : « Je suis le plus fort maintenant. Je ne suis plus prolétaire au sens antique du mot : je ne veux plus l'être au sens moderne. Je ne veux plus entretenir ton parasitisme. La propriété, c'est le vol : je ne veux plus être volé. Le moment de rendre gorge est venu. Il n'y a plus de capital privé. Le capital est commun à tous les travailleurs et le travail est la seule valeur entraînant rémunération. Si tu veux vivre, travaille. »



En résumé, que l'on situe, comme le font les socialistes, les causes de la guerre dans la seule évolution du capitalisme ou, comme le font plus justement les néo-malthusiens, d'accord avec Darwin, dans la surpopulation, l'intérêt des prolétaires est de ne pas fournir à leurs maîtres la chair à canon qu'ils demandent.

« Plutôt l'insurrection que la guerre ! » ont dit, ces années dernières, les meilleurs d'entre eux. La limitation des naissances est une forme pratique et permanente de cette insurrection, où les efforts individuels contribuent effectivement et visiblement à l'action collective, satis-

faisant en outre, dans leurs besoins immédiats et dans leurs tendances idéalistes, à la fois l'individu et la collectivité, — spécifions: le prolétaire et la classe ouvrière mondiale.

Que les prolétaires, de jour en jour plus conscients, prêtent donc une oreille attentive à la parole déjà scientifique, mais encore timide, qui, à travers trois siècles, leur arrive du bon Malthus; qu'ils écoutent ses disciples, les néo-malthusiens, dont la voix est plus robuste parce qu'ils savent plus que leur ancêtre et qu'irrégulier ils peuvent préconiser les moyens de stérilité volontaire devant lesquels reculait sa religiosité; et ils apprendront le pouvoir qu'ils ont de n'être plus de la chair à canon.

Décembre 1913.

Manuel DEVALDÈS.



EN VENTE AU " MALTHUSIEN "

Adresser toutes les commandes au nom de l'Administrateur du **MALTHUSIEN**, 51, rue Ramus, Paris XX*. — Joindre le montant en mandat ou bon de poste.

Brochures théoriques

- LA LOI DE MALTHUS, par G. HARDY. Prix : 0 fr. 75; franco, 0 fr. 80.
LE CRIME D'ENGENDRER, par F. KOLNEY. Prix : 0 fr. 30; franco, 0 fr. 35.
CONTROVERSE SUR LE NÉO-MALTHUSIANISME, par le D^r E. JAVAL et Paul ROBIN. Prix : 0 fr. 20; franco, 0 fr. 25.
PAIN, LOISIR, AMOUR, par Paul ROBIN. Prix : 0 fr. 10; franco, 0 fr. 15.
LE DROIT A L'AVORTEMENT (plaidoyer en faveur de la limitation des naissances et de l'abrogation de l'article 317), par le D^r Madeleine PELLETIER. Prix : 0 fr. 20; franco, 0 fr. 25.
POPULATION ET PRUDENCE PROCRÉATRICE, par Paul ROBIN. Prix : 0 fr. 10; franco, 0 fr. 15.
CONTRE LA NATURE, par Paul ROBIN. Prix : 0 fr. 10; franco, 0 fr. 15.
MALTHUS ET LES NÉO-MALTHUSIENS, par Paul ROBIN. Prix : 0 fr. 10; franco, 0 fr. 15.
LA GRANDE UTOPIE : *L'Impuissance de la Repopulation*, par E. LERICOLAI. Prix : 0 fr. 25; franco, 0 fr. 30.
RAPPORTS AUX CONGRÈS. Prix : 0 fr. 25; franco, 0 fr. 30.
LE CORPORATISME, La Révolution !... Et Après ?, par Edmond POTIER. Prix : 0 fr. 20; franco, 0 fr. 25.

Brochures pratiques

- MOYENS D'ÉVITER LA GROSSESSE, par G. HARDY. 31 figures. Prix : 1 fr. 25; franco, 1 fr. 45.
GÉNÉRATION CONSCIENTE, par Franck SUTOR. Nombreuses figures anatomiques. Prix : 0 fr. 75; franco, 0 fr. 90.
L'ÉDUCATION SEXUELLE, par J. MARESTAN. Prix : 2 fr. 50; franco, 2 fr. 75.
NOTICE EXPLICATIVE ILLUSTRÉE DU PESSAIRE CERVICOÏDE, par le D^r GOTTSCHALK. Prix : 0 fr. 30; franco, 0 fr. 40.

Volumes

- ÉLÉMENTS DE SCIENCE SOCIALE, par le D^r G. DRYSDALE. Prix : 3 fr. ; franco, 3 fr. 50.
VALEUR SCIENTIFIQUE DU MALTHUSIANISME (1^{re} et 2^e parties), par le D^r GOTTSCHALK. Prix : 1 fr. 50; franco, 1 fr. 60.
POPULATION ET SUBSISTANCES, par G. GIROUD. Prix : 4 fr. ; franco, 4 fr. 45.
POUR ET CONTRE MALTHUS, par le D^r A.-B. DE LIPTAY. Prix : 4 fr. 50. Pour nos abonnés : franco, 4 fr. 45.
POUR NOS VICTIMES : LA FEMME, L'ENFANT, par Urbain GOHIER. Prix : 1 fr. 50; franco, 1 fr. 75.
QUELQUES LANCES ROMPUES POUR NOS LIBERTÉS, par NELLY-ROUSSEL. Prix : 1 fr. 50; franco, 1 fr. 75.
L'ÉMANCIPATION SEXUELLE DE LA FEMME, par le D^r Madeleine PELLETIER. Prix : 4 fr. ; franco, 4 fr. 20.

L'INITIATION SEXUELLE. *Entretiens avec nos enfants*, par G. BESSÈDE, préface du D^r BRESSELLE. Prix : 3 fr.; franco, 3 fr. 20.

ESSAI SUR LE PRINCIPE DE POPULATION, par MALTHUS. Prix : 2 fr. 50; franco, 2 fr. 75.

LA PROCRÉATION VOLONTAIRE, suivie d'une Enquête sur la prophylaxie anti-conceptionnelle, par le D^r KLOTZ-FOREST. Prix : 2 fr.; franco, 2 fr. 20.

NOTIONS D'HYGIÈNE FÉMININE POPULAIRE : *L'Adolescente*, par le D^r René MARTIAL. Prix : 2 fr.; franco, 2 fr. 20

DE L'AVORTEMENT. EST-CE UN CRIME? par le D^r KLOTZ-FOREST. Prix : 3 fr.; franco, 3 fr. 50.

BRÉVIAIRE DE LA FEMME ENCEINTE, par le D^r DE LIPTAY. Etude sur les procédés d'avortement naturel, médical et illégal. 411 figures. Prix : 4 fr.; franco, 4 fr. 50.

L'AVORTEMENT, par le D^r LAFEUILLE. Prix : 4 fr.; franco, 4 fr. 50.

LA QUESTION SEXUELLE, par Auguste FOREL, ancien professeur de psychiatrie à l'Université de Zurich. Prix : franco, 40 francs.

LA FONCTION SEXUELLE *au point de vue de l'éthique et de l'hygiène sociales*, par le Docteur SICARD de PLAULOLES. Prix : 6 fr.; franco, 6 fr. 50.

LA VIE SEXUELLE ET SES LOIS, par le Docteur Anton NYSTRÖM, préface du D^r A. MARIE. Prix : 6 fr.; franco, 6 fr. 40

LA GÉNÉRATION HUMAINE (260 gravures sur bois et 3 planches découpées et superposées), par le D^r J. WITKOVSKI. Prix : franco et recommandé, 8 fr. 60.

LA PHYSIQUE DE L'AMOUR, par Rémy de GOURMONT. Prix : 3 fr.; franco, 3 fr. 35.

DE L'AMOUR PHYSIQUE, par Camille MAUCLAIR. Prix : 3 fr.; franco, 3 fr. 35.

Romans

LE DROIT A L'AVORTEMENT, par le D^r J. DARRICARRÈRE. Prix : 3 fr.; franco, 3 fr. 35.

VÉNUS OU LES DEUX RISQUES, par Michel CORDAY. Prix : 0 fr. 95; franco, 1 fr. 0.

LA MATERNELLE, par Léon FRAPIÉ. Prix : 0 fr. 95; franco, 1 fr. 20.

EROS OU LA LIBERTÉ SEXUELLE, par Jules HOCHÉ. Prix : 3 fr.; franco, 3 fr. 35.

FÉCONDE, par Dantel RICHE. Prix : 3 fr.; franco, 3 fr. 35.

STÉRILE, par Daniel RICHE. Prix : 3 fr.; franco, 3 fr. 35.

SESAME OU LA MATERNITÉ CONSENTIE, par Michel CORDAY. Prix : 3 fr.; franco, 3 fr. 35.

MARIAGES NOUVEAUX, par Claude RÉNI. Prix : 3 fr.; franco, 3 fr. 50.

LES AUBES MAUVAISES, par F. KOLNEY. Prix : 3 fr.; franco, 3 fr. 35.

L'AFFRANCHIE, par Fernand KOLNEY. Prix : 3 fr.; franco, 3 fr. 35.

MATERNITÉ, drame en 3 actes, par BRIEUX. Prix : 3 fr.; franco, 3 fr. 35.

L'ORGIE LATINE, par Félicien CHAMPSAUR. Prix : 8 fr.; franco, 3 f. 35.

LE MALTHUSIEN, années 1908 à 1913. Prix : 2 fr. chacune.